



Yassine Yakouti

Yassine Yakouti

43 ans - Permis de conduire

✉ yassineyakouti11@gmail.com

Yassine Yakouti

Yassine Yakouti Droit Pénal International

Yassine Yakouti Droit de l'homme

Yassine Yakouti Droit des personnes détenues



Yassine Yakouti, 40 ans, grandit dans un milieu ouvrier à Antony, dans les Hauts-de-Seine. Loin des codes socioculturels qu'adoptent la majorité de ses futurs confrères et consœurs avocats, il apprend à se fondre dans un monde bien différent du sien lorsqu'il entre au barreau de Paris. Pour parvenir à porter la robe d'avocat, il doit travailler d'arrache-pied et prendre un job de chauffeur-livreur en parallèle de ses études. Cette abnégation lui vaut d'obtenir un master de droit à Paris Sud avec spécialisation en droit des affaires mais aussi deux diplômes supplémentaires grâce à son double cursus en école de commerce. Jeune avocat, il participe au concours d'éloquence de la conférence du stage, une institution datant de plus de deux siècles. Primé, il devient secrétaire de la conférence et voit les portes de la réussite s'ouvrir à lui.

Yassine Yakouti : Les enjeux de la réforme du système de justice pénale en France

Depuis sa création, le système de justice pénale français a connu de nombreuses évolutions pour s'adapter aux changements de la société. Aujourd'hui, la réforme de la justice pénale française est un enjeu majeur en raison de plusieurs défis auxquels elle doit faire face, tels que la surpopulation carcérale, la prévention de la récidive, l'amélioration des conditions de détention et la protection des droits fondamentaux de l'accusé.

Dans ce contexte, il est essentiel d'étudier et d'analyser les différentes options de réforme existantes, afin de garantir une justice équitable, efficace et en phase avec les exigences d'une société moderne et démocratique, explique Yassine Yakouti.

Regard sur l'évolution de la justice pénale en France

L'histoire de la justice pénale en France remonte à plusieurs siècles et a évolué en fonction des besoins et des circonstances du pays. Au cours de cette période, un certain nombre de lois et de procédures judiciaires ont été mises en œuvre afin de garantir un traitement équitable pour tous. Au Moyen Âge, les systèmes judiciaires français s'appuyaient fortement sur les coutumes et les usages locaux. Cela a conduit à des incohérences dans l'application des codes juridiques, car les juges fondaient souvent leurs décisions sur leurs croyances personnelles plutôt que sur les dispositions de la constitution.

L'Ancien Régime a mis en place des réformes qui ont tenté de résoudre ces problèmes en introduisant un système de justice plus uniforme dans toute la France. Ces réformes comprenaient l'uniformisation des peines pour les différents crimes, la création de tribunaux spécialisés, la codification du droit et la mise en place d'un système judiciaire indépendant.

Cependant, malgré ces changements, ce n'est qu'après la Révolution française que la justice pénale a pu enfin devenir véritablement impartiale et professionnalisée. Après cette période, la France a adopté un nouveau code de procédure civile qui a permis un meilleur accès à la représentation juridique et une participation accrue du public aux procédures judiciaires. C'est à ce moment-là que les pratiques de la justice pénale moderne ont commencé à prendre forme dans le pays.

Les réformes judiciaires en France : Analyse de leurs impacts sur le système judiciaire

Depuis plusieurs années, la France a mis en œuvre des réformes visant à moderniser et améliorer le système judiciaire du pays. Ces réformes s'inscrivent dans une logique d'adaptation aux évolutions sociales et technologiques, mais aussi de rationalisation et d'amélioration de l'efficacité de la justice. Elles couvrent un large éventail de domaines, allant de l'organisation des juridictions, aux droits des justiciables et aux modes de résolution des litiges. Parmi les principales réformes, on peut citer la fusion des tribunaux d'instance et des tribunaux de grande instance dans le cadre de la loi du 23 mars 2019, l'instauration du tribunal de première instance, le renforcement du rôle des médiateurs et conciliateurs et l'introduction de technologies numériques dans le fonctionnement de la justice.

Parmi les objectifs poursuivis, la simplification des procédures et le renforcement du respect des droits fondamentaux occupent une place centrale.

Selon Yassine Yakouti, la réforme de la procédure pénale a ainsi donné lieu à un assouplissement des règles de recevabilité des preuves illicites, afin de garantir un meilleur équilibre entre l'efficacité de la répression et le respect des droits de l'individu. Par ailleurs, le renforcement des droits des justiciables se traduit notamment par la création de dispositifs visant à mieux les informer et les orienter au sein du système judiciaire français. La création de Défenseur des droits, en 2011, en est une illustration, tout comme la mise en place d'un service d'accueil unique du justiciable (SAUJ). Sur le volet numérique, la dématérialisation des procédures judiciaires et la généralisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication permettent de réduire les délais et les coûts pour les justiciables, mais également de favoriser le respect des droits et des libertés individuelles.

Vers une réforme en profondeur de la justice pénale

Le système judiciaire français fait face à diverses critiques et nécessite une réforme en profondeur pour répondre aux nouveaux enjeux de notre société. Les principales propositions de réforme de la justice pénale en France concernent notamment la prise en compte des facteurs socio-économiques dans la détermination des peines, le développement de peines alternatives à la prison et la réhabilitation des détenus. Un changement de paradigme est nécessaire pour rendre le système judiciaire plus juste et efficace, aussi bien pour les victimes que pour les auteurs d'infractions.

Parmi les propositions de réforme de la justice pénale, l'une des plus importantes concerne la prise en compte des facteurs socio-économiques dans les décisions judiciaires. Les juges devraient être formés à mieux appréhender ces enjeux, au-delà du simple examen des faits, afin d'éviter la sur-représentation de certaines classes sociales dans les prisons et d'offrir des chan

égales à tous les justiciables.

Le développement de peines alternatives à la prison, telles que le travail d'intérêt général, les amendes et la probation, permettrait d'éviter la surpopulation carcérale et de responsabiliser davantage les délinquants. Ces dernières pourraient ainsi être mieux réinsérées dans la société et bénéficier d'un suivi personnalisé, en lieu et place d'un séjour en prison qui accentue souvent la marginalisation et la récidive.

Les défis financiers et politiques de la réforme du système judiciaire

Au cours des dernières années, le gouvernement français a entrepris plusieurs réformes visant à améliorer la performance et l'efficacité du système judiciaire du pays. Parmi les différentes mesures adoptées, on peut citer la création de nouvelles juridictions spécialisées, la numérisation des procédures judiciaires et la simplification du droit pénal.

Toutefois, la mise en œuvre de ces réformes a coûté cher à l'État, et nombre d'entre elles ont été critiquées pour leur impact sur les principes fondamentaux de la justice. Par exemple, lors de la réforme de la carte judiciaire en 2007-2008, la fermeture de nombreux tribunaux et la redéfinition des ressorts territoriaux des juridictions ont soulevé de vives inquiétudes quant à la garantie de l'accès à la justice pour tous les citoyens.

Sur le plan politique, certaines de ces réformes se sont heurtées à une opposition farouche. La réforme du droit du travail en 2016 en est un exemple frappant, note Yassine Yakouti. Cette initiative visait à moderniser le droit français en rationalisant les règles relatives au licenciement et en assouplissant les dispositifs de négociation collective, mais elle a suscité de larges mouvements de contestation et une vague de grèves sans précédent.

De même, la réforme de la justice pénale des mineurs en 2020 a été critiquée pour son éventuelle remise en cause de la spécificité de la justice des mineurs et la possibilité d'une judiciarisation excessive des majeurs protégés. Face à ces obstacles politiques, le gouvernement français doit être attentif à l'impact de ses réformes sur les principes de justice et d'égalité, et veiller à ce que les changements apportés soient soutenus par un large consensus sociopolitique.

.....

Découvrir des publications :

<https://www.grands-avocats.com/avocats/yassine-yakouti/>

<https://www.jeuneafrique.com/1317273/politique/serie-quest-ce-qui-fait-courir-lavocat-franco-marocain-yassine-yakouti/>

<https://waza-tech.com/yassine-yakouti-un-debut-de-parcours-sur-les-tambours-battants/>

<https://infos-it.fr/societe/1559/concours-eloquence-yassine-yakouti-vous-dit-tout/>

<https://www.carnetdebord.info/yassine-yakouti-la-carriere-dun-avocat-de-la-tchatche/>

<https://www.ptitblog.net/yassine-yakouti-lavocat-quon-nattendait-pas/>

<https://www.jeuneafrique.com/1313668/politique/serie-maghreb-france-les-tenors-du-barreau/>

EXPÉRIENCES

Membre du conseil de l'Ordre

Barreau de Paris (Ordre des avocats de Paris) - Depuis janvier 2020
- Paris - France

Associé fondateur

Cabinet Yassine Yakouti - Depuis janvier 2011 - Paris - France

Stagiaire

Barreau de Paris - 2010 à 2011

COMPÉTENCES

Droit pénal

- ▶ droit pénal international ★★★★★
- ▶ droits de l'Homme ★★★★★
- ▶ droit des personnes détenues ★★★★★

Communication

éloquence ★★★★★

Droit

- ▶ Droit des Affaires ★★★★★
- ▶ Droit du Travail ★★★★★
- ▶ Droit des contrats ★★★★★
- ▶ Droit social ★★★★★
- ▶ Droit des sociétés ★★★★★
- ▶ Droit des Affaires ★★★★★

FORMATIONS

Master

EDHEC BUSINESS SCHOOL

Implantée à Lille, Nice, Paris, Londres et Singapour, avec des campus dans 110 pays et des partenariats avec plus de 165 des meilleures universités mondiales, l'EDHEC est une école internationale étroitement liée au monde de l'entreprise. Avec plus de 50 000 diplômés dans 130 pays, il forme une communauté de leaders engagés. Leur objectif : agir concrètement pour relever les grands défis économiques, sociaux, technologiques et environnementaux mondiaux.

L'école a développé un modèle unique basé sur la recherche utile à la société, aux entreprises et aux étudiants. De ce fait, l'EDHEC est aujourd'hui un lieu d'excellence, d'innovation, d'expérience et de diversité capable d'impacter les générations futures dans un monde en profonde ébullition. Avoir un impact positif sur le monde est notre raison d'être.

Master 2

UNIVERSITÉ PARIS-SUD

1999 à 2005

Droit

L'Université Paris-Saclay propose des formations de niveau master, adossées à une recherche au plus haut niveau international, bénéficiant de la synergie des ressources et de l'attractivité des partenaires, et ciblant un public diversifié d'étudiants désireux d'acquérir des connaissances au plus haut niveau afin de ouvrir les emplois de demain Chance.

En réunissant des personnalités de premier plan dans le domaine de la recherche, l'Université Paris-Saclay a réussi à entrer dans les classements internationaux. Il se classe 13e en 2021 et 16e dans un classement publié lundi par le cabinet de conseil chinois Shanghai Ranking.

Baccalauréat

LYCÉE LAKANAL

1998 à 2002

Economie & social

Le lycée Lakanal est un établissement d'enseignement secondaire et supérieur situé à Sceaux en Haute-Seine, regroupant un collège et un lycée. Créée sous la Troisième République, sa mission originelle était de former des jeunes doués académiquement mais physiquement vulnérables en leur offrant un établissement d'excellence dans un cadre pastoral.

CENTRES D'INTÉRÊT

Arts

Paris